



Rubrique: Faillites

Sous-rubrique: Publication de faillite/appeal aux créanciers

Date de publication: SHAB 13.10.2022

Publications supplémentaires: KABGE 13.10.2022

Date d'échéance prévue: 13.10.2027

Numéro de publication: KK02-0000028945

Entité de publication

Office des faillites de l'Etat Genève, Route de Chêne 54, 1211 Genève 6

Publication de faillite/appeal aux créanciers JPG CONCEPT Maîtres d'oeuvre Bâtiment Sàrl

Débiteurs:

JPG CONCEPT Maîtres d'oeuvre Bâtiment Sàrl

CHE-470.118.620

route de Saint-Julien 194

1228 Plan-les-Ouates

Type de procédure de faillite : sommaire

Date de l'ouverture de la faillite : 28.04.2022

Remarques juridiques:

Les créanciers du failli et ceux qui ont des revendications à faire valoir sont sommés de produire leurs créances ou revendications au point de contact dans le délai indiqué et de lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.). Les débiteurs du failli doivent s'annoncer auprès du point de contact dans le même délai sous menace des peines prévues par la loi (art. 324, ch. 2, CP). Ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont sommés de les mettre à la disposition du point de contact dans le même délai sous menace des peines prévues par la loi (art. 324, ch. 3, CP). Ils seront déchus de leur droit de préférence, sauf excuse suffisante. Le point de contact indiqué vaut aussi pour les intéressés demeurant à l'étranger.

Publication selon les art. 231 et 232 LP, 29 et 123 ORFI.

Délai : 1 mois

Fin du délai: 14.11.2022

Point de contact:

Office des faillites de l'Etat Genève, Route de Chêne 54, P.O.B. 1211 Genève 6

Remarques:

Pour tout renseignement:

Groupe 3 + 41 22 3888962

F20220762

But :

toutes activités générales dans le secteur de la construction et de l'immobilier, notamment le maître d'oeuvre d'exécution, management de projets de construction, exploitation d'un bureau d'études techniques, d'ingénierie, d'économie de la construction, ainsi que l'achat et la vente de terrains, de biens immobiliers et mobiliers, à l'exclusion de toutes opérations ou de prises de participations soumises à la LFAIE; toutes activités dans le domaine de l'informatique (cf. statuts pour but complet).